KIZUNA GLOBAL CONSULTING

Les Cahiers Kizuna

絆

N°7 · S1 2026 ·

BANQUE · ASSURANCE · MARCHÉS · RÉGLEMENTATION

Reports et *ruptures*

Choc pétrolier, première hausse des taux de la BCE depuis 2023, IA mise en pause, Bâle III allégé à Washington : un semestre où les calendriers glissent et les certitudes cèdent

- Ormuz : le choc énergétique relance l'inflation
- AI Act : les obligations à haut risque reportées
- Omnibus I au Journal officiel, titrisation au Parlement
- BCE : première hausse des taux depuis 2023
- Washington allège Bâle III
- Maroc : 5,6 % de croissance attendue, taux inchangé

ÉDITORIAL

Ce qui glisse, *ce qui casse*

Au premier semestre 2026, deux mots résument l'actualité réglementaire : reports et ruptures.

Les reports d'abord. Le 7 mai, le Parlement et le Conseil s'accordent pour décaler les obligations à haut risque de l'AI Act à fin 2027 et 2028. L'Omnibus I, publié en février, repousse la transposition de la directive sur le devoir de vigilance à 2028. Le FRTB attend toujours 2027.

Les ruptures ensuite. Fin février, le conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran perturbe le détroit d'Ormuz ; le Brent dépasse 109 dollars le 9 mars. Le 19 mars, les régulateurs américains proposent de baisser les exigences de capital de leurs grandes banques. Le 11 juin, la BCE relève ses taux pour la première fois depuis septembre 2023.

Pour les établissements, le semestre impose une double discipline : ne pas relâcher l'effort sur les textes reportés, et absorber des chocs qu'aucune feuille de route n'avait prévus.

Bonne lecture.

> *Un report n'efface pas une obligation. Une rupture, elle, efface des hypothèses.*

L'éditorial de Kizuna Global Consulting

N°7 · S1 2026

Au *sommaire*

— Éditorial 02
Ce qui glisse, ce qui casse

— L'essentiel 04
Dix faits, une page

— Chronologie 05
Six mois, quinze dates

01 Ormuz : le choc qui retourne les taux 06
Énergie, BCE, Fed

02 L'IA mise en pause 08
L'omnibus numérique IA

03 Washington allège Bâle III 10
La re-proposition du 19 mars

04 Durabilité : la loi est écrite 12
Omnibus I

05 Titrisation et intégration 13
Marchés de capitaux

06 MiCA, euro numérique, AMLA 14
Numérique

— Reports et ruptures 15
Synthèse

MA Focus Maroc 16
Une croissance forte dans un monde qui se durcit

— La matrice des impacts 18

— Chiffres clés 19

— Et ensuite ? 20
Calendrier, suites et leçons

— Glossaire 21

— Sources 22

EN UNE PAGE

L'essentiel du *semestre*

01 — 26 FÉVRIER
L'**Omnibus I** est publié au Journal officiel (directive 2026/470) ; entrée en vigueur le 18 mars.[11]

02 — FIN FÉVRIER – 9 MARS
Conflit avec l'**Iran** : trafic perturbé dans le détroit d'Ormuz, le Brent atteint 109 dollars.[1,2]

03 — 17 MARS
Bank Al-Maghrib maintient son taux à 2,25 % et prévoit 5,6 % de croissance en 2026.[18]

04 — 19 MARS
Bâle III américain : nouvelle proposition, baisse de 4,8 % des exigences CET1 des plus grandes banques.[8]

05 — 6 MAI
La commission ECON adopte la position du Parlement sur la **titrisation**.[13]

06 — 7 MAI
Accord sur l'**omnibus numérique IA** : haut risque reporté au 2 décembre 2027 et au 2 août 2028.[7]

07 — 12 · 13 MAI
L'**AMLA** publie son dispositif de collecte. **Kevin Warsh** confirmé à la tête de la Fed.[17,6]

08 — 11 JUIN
La **BCE** relève ses taux de 25 points de base : facilité de dépôt à 2,25 %.[3,4]

09 — 12 JUIN
Projets de rapport ECON sur le **paquet intégration des marchés**.[14]

10 — 23 JUIN
La commission ECON ouvre les négociations sur l'**euro numérique**. Bank Al-Maghrib maintient son taux.[16,19]

LA FRISE DU SEMESTRE

Six mois, *quinze dates*

26 févr. — Omnibus I au Journal officiel
Directive (UE) 2026/470

1er mars — Ormuz perturbé
4 transits par jour, contre 24

9 mars — Brent à 109 dollars
Choc énergétique

17 mars — Bank Al-Maghrib à 2,25 %
Croissance 2026 prévue à 5,6 %

18 mars — Omnibus I en vigueur
Transposition CSRD au 19 mars 2027

19 mars — Bâle III : re-proposition américaine
Exigences de capital en baisse

6 mai — Titrisation : position ECON
Facteur p abaissé

7 mai — Omnibus IA : accord politique
Haut risque reporté

12 mai — AMLA : collecte de données
Identification des entités éligibles

13 mai — Kevin Warsh confirmé
54 voix contre 45

11 juin — BCE : hausse de 25 pb
Première depuis 2023

12 juin — Intégration des marchés
Projets de rapport ECON

18 juin — Fin des commentaires
Bâle III américain

23 juin — Euro numérique : ECON
Ouverture des négociations

23 juin — Bank Al-Maghrib à 2,25 %
Environnement « brusquement détérioré »

Sources : voir références en fin de numéro.



01

DOSSIER · CHOC ÉNERGÉTIQUE

Ormuz : le choc qui retourne les taux

Fin février 2026, le conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran ferme en partie le détroit d'Ormuz. Trois mois plus tard, la BCE relève ses taux.

UN CINQUIÈME DU PÉTROLE MONDIAL

Le détroit d'Ormuz voit passer environ un cinquième du pétrole mondial, soit près de **20 millions de barils par jour**. Le 1er mars, les transits quotidiens tombent à quatre, contre 24 en moyenne depuis janvier ; environ 300 pétroliers sont bloqués. L'Irak réduit sa production de près de 1,5 million de barils par jour et le Qatar suspend sa production de GNL[1].

LE BRENT À 109 DOLLARS

Le Brent, à 85,41 dollars le 5 mars[1], atteint **109 dollars** le 9 mars[2].

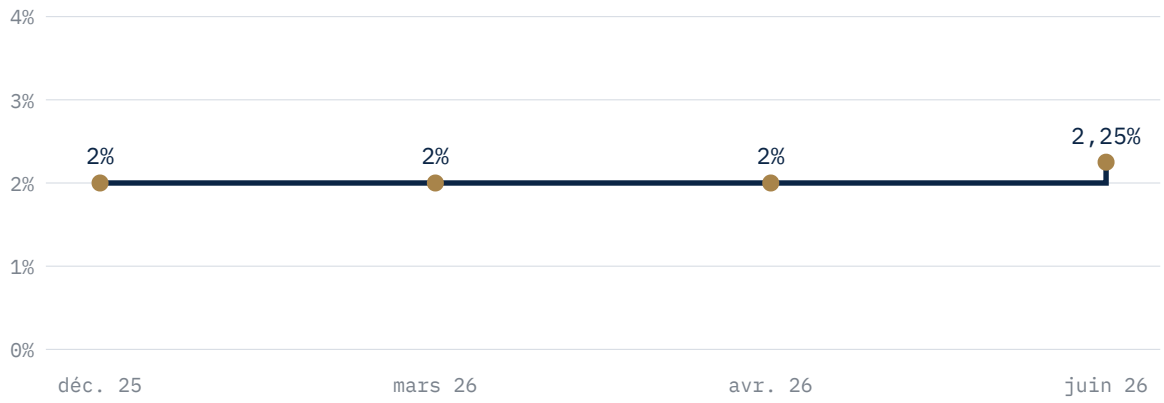
EN BREF

- Escalade fin février, début mars[1].
- Brent à 109 dollars le 9 mars[2].
- BCE : +25 pb le 11 juin[3].

11 JUIN : LA BCE REMONTE SES TAUX

Le Conseil des gouverneurs relève ses trois taux de **25 points de base** : facilité de dépôt à **2,25 %**, refinancement à 2,40 %, prêt marginal à 2,65 %, à compter du 17 juin[3]. C'est la première hausse depuis septembre 2023. La BCE relève ses prévisions d'inflation pour 2026 et 2027, les prix de l'énergie se diffusant à l'alimentation, aux biens et aux services ; les anticipations d'inflation des ménages ont bondi en avril et en mai[4].

FACILITÉ DE DÉPÔT DE LA BCE (EN %)



Sources : Banco de España[5,3].

WASHINGTON CHANGE DE PRÉSIDENT

Le 13 mai, le Sénat confirme **Kevin Warsh** à la présidence de la Réserve fédérale, par 54 voix contre 45, pour succéder à Jerome Powell[6].

> *En 2025, la question était de savoir jusqu'où les taux baisseraient. En 2026, elle est de savoir jusqu'où ils remonteront.*

LE REGARD KIZUNA

Un retournement de taux en quelques mois teste les modèles de risque de taux du portefeuille bancaire, les hypothèses de comportement des dépôts et les scénarios de stress. Les établissements qui avaient calibré leurs projections sur une baisse durable doivent les revoir.

QUESTIONS À SE POSER

- Nos scénarios de taux intégraient-ils une hausse en 2026 ?
- Quelle est notre exposition directe et indirecte au prix de l'énergie ?
- Nos hypothèses d'écoulement des dépôts tiennent-elles si les taux remontent ?



02

DOSSIER · INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'IA mise en pause

Le 7 mai 2026, Parlement et Conseil s'accordent pour reporter les obligations à haut risque de l'AI Act. Trois mois avant l'échéance prévue.

LES NOUVELLES DATES

L'accord politique sur l'**omnibus numérique IA** fixe[7] :

- **2 décembre 2027** pour les systèmes à haut risque autonomes de l'annexe III (éducation, emploi, ressources humaines…) ;
- **2 août 2028** pour les systèmes intégrés à des produits (annexe I) ;
- **2 décembre 2026** pour le marquage des contenus générés, au lieu du 2 août 2026.

EN BREF

- Accord politique le 7 mai 2026[7].
- Adoption formelle attendue en juillet[7].
- Haut risque : décembre 2027 et août 2028[7].

CE QUI CHANGE AUSSI

L'accord interdit à partir du 2 décembre 2026 les systèmes de génération de contenus intimes non consentis, resserre la définition de composant de sécurité, étend certaines exemptions aux PME et petites entreprises de taille intermédiaire, et repousse au 2 août 2027 l'obligation pour les États de créer des bacs à sable réglementaires. Selon un texte ayant fuité, l'obligation de maîtrise de l'IA deviendrait une simple incitation[7].

CE QUI NE CHANGE PAS

Le report porte sur les systèmes à haut risque. Les règles déjà applicables restent en place, et le principe du règlement n'est pas remis en cause.

> *Pour les banques et les assureurs, le report donne dix-huit mois de plus. Il ne retire aucun système de la liste à haut risque.*

LE REGARD KIZUNA

Le scoring de crédit et la tarification en assurance vie et santé figurent parmi les usages à haut risque de l'annexe III. Les établissements qui ont commencé leur inventaire et leur gouvernance des modèles disposent désormais du temps pour bien faire ; ceux qui attendaient risquent de reproduire en 2027 la course de fin 2025.

QUESTIONS À SE POSER

- Notre inventaire des systèmes d'IA est-il à jour, y compris les outils achetés ?
- Quels systèmes relèvent de l'annexe III, et qui en est responsable ?
- Que faisons-nous des dix-huit mois gagnés ?



03

DOSSIER · ÉTATS-UNIS

Washington allège Bâle III

Le 19 mars 2026, les régulateurs américains présentent une nouvelle version de Bâle III. En 2023, elle augmentait le capital des grandes banques ; en 2026, elle le réduit.

TROIS PROPOSITIONS

La Réserve fédérale, l'OCC et la FDIC proposent de réduire « modestement » les exigences des grandes banques et « modérément » celles des plus petites. L'application obligatoire est limitée aux banques des catégories I et II ; les autres peuvent choisir d'y entrer. Le double calcul est supprimé pour les plus grandes[8].

EFFET SUR LE CET1 REQUIS

COMPOSANTE	CAT. I ET II	CAT. III ET IV
Proposition Bâle III	+1,4 %	—
Surcharge G-SIB	−3,8 %	—
Approche standard révisée	—	−6,1 %
Total	**−4,8 %** [8]	**−5,2 %** [8]

UN DÉBAT INTERNE

La vice-présidente chargée de la supervision, Michelle Bowman, juge les écarts avec Bâle modestes et justifiés par les spécificités américaines ; le gouverneur Michael Barr en compte plus de 20 à la baisse. Les commentaires étaient ouverts jusqu'au **18 juin 2026**[8].

L'EUROPE FACE AU DÉCALAGE

L'Union a reporté le FRTB au 1er janvier 2027[10]. Un rapport de l'EBA est attendu pour le 10 juillet 2026 ; sur cette base, la Commission peut proposer de modifier en profondeur le volet risque de marché de CRR3 au nom de l'égalité de traitement internationale[9].

> *En 2023, Washington alourdissait Bâle III. En 2026, il l'allège. L'Europe, elle, l'applique déjà.*

LE REGARD KIZUNA

Le décalage transatlantique nourrit la pression pour un nouveau report ou un allègement du FRTB en Europe. Pour les banques, la bonne posture reste de terminer leurs moteurs de calcul : un FRTB allégé reste un FRTB, et les données de marché nécessaires ne changent pas.

QUESTIONS À SE POSER

- Notre programme FRTB est-il prêt pour janvier 2027, quelle que soit la suite ?
- Avons-nous chiffré l'écart de capital avec nos concurrents américains ?
- Nos équipes peuvent-elles intégrer un changement de texte tardif ?

DOSSIER 04 · DURABILITÉ

Durabilité : *la loi est écrite*

L'Omnibus I, négocié en 2025, devient loi au premier semestre 2026. Le périmètre de la CSRD est fortement réduit.

26 FÉVRIER : PUBLICATION

La directive (UE) **2026/470** est publiée au Journal officiel le 26 février et entre en vigueur le **18 mars 2026**. Les modifications de la CSRD doivent être transposées au 19 mars 2027, celles de la CSDDD au 26 juillet 2028[11].

LES SEUILS RETENUS

Selon l'accord de décembre 2025, la CSRD ne vise plus que les entreprises de plus de **1 000 salariés** et 450 millions d'euros de chiffre d'affaires ; la CSDDD, celles de plus de **5 000 salariés** et 1,5 milliard d'euros[12].

> *Moins d'entreprises publient, mais les banques gardent leurs propres obligations ESG. L'écart de données ne se referme pas.*

LE REGARD KIZUNA

Pour les établissements financiers, la conséquence pratique est une rareté accrue des données publiées par les clients. Les dispositifs de collecte directe (questionnaires, estimations sectorielles) deviennent la norme pour les PME et les ETI.

QUESTIONS À SE POSER

- Quelle part de notre portefeuille entreprises reste soumise à la CSRD ?
- Nos indicateurs ESG réglementaires reposent-ils sur des données publiées ou estimées ?

DOSSIER 05 · MARCHÉS DE CAPITAUX

Titrisation et *intégration*

Deux chantiers de l'Union de l'épargne et de l'investissement avancent au Parlement : la titrisation et l'intégration des marchés.

6 MAI : LA TITRISATION

La commission ECON adopte la position du Parlement. Pour les positions senior non STS en approche standard, le facteur p passe de 1,0 à **0,6**, et à 0,4 pour certaines positions d'initiateurs. Les sanctions des investisseurs pour défaut de diligence sont plafonnées à la moitié de l'investissement initial. Les trilogues sont attendus au second semestre 2026[13].

12 JUIN : L'INTÉGRATION DES MARCHÉS

Les projets de rapport ECON sur le paquet du 4 décembre 2025 sont publiés. Le rapporteur Markus Ferber souhaite que l'ESMA supervise toutes les chambres de compensation et tous les dépositaires centraux, et pas seulement les plus significatifs ; un vote en commission est attendu en décembre 2026[14].

> *La titrisation et l'intégration des marchés ont le même objet : faire circuler le capital en Europe. Elles avancent au même rythme, lentement.*

LE REGARD KIZUNA

Pour les banques, la réforme de la titrisation peut alléger le coût en capital des opérations de transfert de risque. Elle suppose des données de portefeuille de qualité, prêtes à être auditées par des investisseurs.

DOSSIER 06 · NUMÉRIQUE

MiCA, euro numérique, *AMLA*

Fin juin 2026, trois échéances numériques convergent : la fin de la période transitoire de MiCA, l'euro numérique au Parlement et la préparation de l'AMLA.

1ER JUILLET : FIN DE LA PÉRIODE TRANSITOIRE MICA

Les prestataires de services sur crypto-actifs non agréés doivent cesser leur activité ; ils devaient avoir organisé l'information de leurs clients et le transfert de leurs actifs vers un prestataire agréé ou un portefeuille personnel. Les prestataires hors Union ne peuvent servir les clients européens que sur leur sollicitation[15].

23 JUIN : L'EURO NUMÉRIQUE AVANCE

La commission ECON décide d'ouvrir les négociations avec le Conseil. La position du Parlement prévoit un plafond de détention individuel[16].

12 MAI : L'AMLA COLLECTE

L'AMLA publie le dispositif de collecte qui servira à identifier les entités éligibles à sa supervision directe ; les superviseurs nationaux remettent leurs données au 15 août[17].

> *Juillet 2026 marque la fin de l'ère des crypto-actifs sans agrément en Europe.*

LE REGARD KIZUNA

Pour les banques, la fin de la période transitoire MiCA simplifie la diligence sur les contreparties crypto : un prestataire est agréé ou ne l'est pas. Le registre de l'ESMA devient une source de contrôle.

SYNTHÈSE

Reports *et ruptures*

Classer les événements du semestre en deux colonnes aide à décider où porter l'effort.

REPORTS	RUPTURES
AI Act : haut risque au 2 décembre 2027 et au 2 août 2028[7]	Ormuz : le Brent à 109 dollars[2]
CSDDD : transposition au 26 juillet 2028[11]	BCE : première hausse depuis 2023[4]
FRTB : 1er janvier 2027[10]	Bâle III américain en baisse[8]
Intégration des marchés : accord pas avant 2027[14]	MiCA : fin de la période transitoire[15]

CE QUE DISENT LES DEUX COLONNES

Les reports touchent des textes européens encore à appliquer ; ils donnent du temps. Les ruptures viennent de l'extérieur (énergie, politique monétaire, Washington) ou de la fin d'un régime transitoire ; elles retirent des hypothèses.

> *Un report se gère par le calendrier. Une rupture se gère par les scénarios.*

LE REGARD KIZUNA

La tentation est de traiter un report comme une pause. C'est une erreur : les équipes se dispersent, les budgets sont réaffectés, et la reprise coûte plus cher. La bonne pratique consiste à réduire la cadence sans arrêter les chantiers, et à utiliser le temps gagné pour fiabiliser les données.

QUESTIONS À SE POSER

- Quels projets avons-nous ralentis au premier report, et à quel coût de reprise ?
- Nos scénarios de stress intègrent-ils un choc énergétique et une remontée des taux ?



MA

FOCUS · MAROC

Une croissance forte dans un monde qui se durcit

Au premier semestre 2026, Bank Al-Maghrib maintient son taux à 2,25 % et relève sa prévision de croissance, tout en surveillant un environnement international qui se dégrade.

17 MARS : 5,6 % DE CROISSANCE ATTENDUE

Bank Al-Maghrib maintient son taux directeur à **2,25 %**. Elle estime la croissance à 4,8 % en 2025 et la prévoit à **5,6 %** en 2026, puis 3,5 % en 2027, portée par un rebond de 14,4 % de la valeur ajoutée agricole ; la récolte céréalière est estimée à 82 millions de quintaux[18].

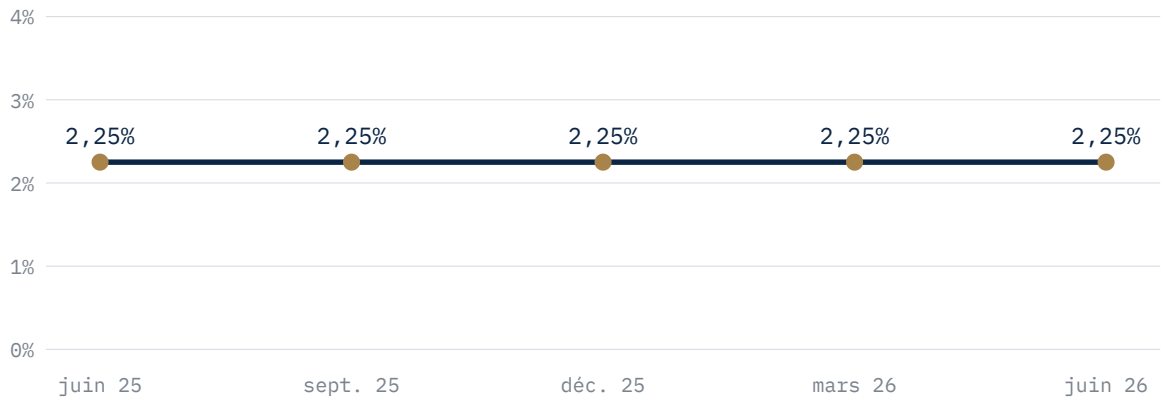
EN BREF

- Taux directeur à 2,25 % en mars et en juin[18,19].
- Croissance 2026 prévue à 5,6 %[18].
- Projet de loi crypto au Secrétariat général du gouvernement[20].

23 JUIN : MAINTENIR LE CAP

Le 23 juin, le Conseil de Bank Al-Maghrib laisse le taux inchangé : l'inflation reste compatible avec la stabilité des prix, malgré un environnement international qui s'est « brusquement détérioré »[19]. En mars, la banque centrale disait suivre de près les développements au Moyen-Orient[18].

TAUX DIRECTEUR DE BANK AL-MAGHRIB (EN %)



Sources : TelQuel, Financial Afrik[18,19].

CRYPTO-ACTIFS : LE PROJET AVANCE

Le projet de loi est en cours d'examen au Secrétariat général du gouvernement. Il autoriserait les jetons utilitaires et les stablecoins adossés à des actifs sous conditions, et vise à éviter une substitution incontrôlée du dirham par les actifs numériques. Il est motivé notamment par les risques de blanchiment et par les engagements du Maroc envers le GAFI[20].

> *Une croissance attendue à 5,6 % et un taux inchangé : Bank Al-Maghrib choisit la stabilité quand la BCE remonte ses taux.*

LE REGARD KIZUNA

Pour les banques marocaines, le semestre conjugue opportunité et vigilance : une demande de crédit portée par la croissance, et des risques importés par l'énergie. Les scénarios de stress doivent intégrer un prix du pétrole durablement élevé.

LECTURE MOA

La matrice des *impacts*

Ce que chaque évolution du semestre change concrètement dans un établissement : la lecture d'une maîtrise d'ouvrage.

ÉVOLUTION	DONNÉES	PROCESSUS	SYSTÈMES
Choc énergétique	Expositions sectorielles à l'énergie	Revue des scénarios de stress	Modèles de risque de crédit
Hausse des taux BCE	Comportement des dépôts	Gestion actif-passif, tarification	Modèles de risque de taux (IRRBB)
Omnibus IA	Inventaire des systèmes d'IA	Gouvernance des modèles à haut risque	Outils de scoring et de tarification
Bâle III américain / FRTB	Données de marché	Arbitrages de calendrier	Moteurs de calcul du risque de marché
Omnibus I	Données ESG des clients	Collecte directe, estimations	Bases de données ESG
Titrisation	Données de portefeuille	Transferts de risque	Outils de reporting investisseurs
Fin de la transition MiCA	Statut d'agrément des contreparties	Diligence sur les prestataires crypto	Contrôles des flux
AMLA	Données LCB-FT consolidées	Préparation à la collecte	Outils de connaissance client

> *Au premier semestre 2026, la moitié de cette matrice vient de l'extérieur des textes : énergie et taux.*

Analyse Kizuna Global Consulting. Tableau indicatif, à adapter au modèle d'activité de chaque établissement.

CHIFFRES CLÉS

Le semestre en *chiffres*

109 $
Prix du Brent le 9 mars 2026
[2]

20 Mb/j
Pétrole transitant par le détroit d'Ormuz
[1]

2,25 %
Facilité de dépôt de la BCE après la hausse du 11 juin
[3]

−4,8 %
Effet de la re-proposition américaine sur le CET1 requis des plus grandes banques
[8]

2027
Nouvelle échéance des systèmes d'IA à haut risque (annexe III)
[7]

1 000
Salariés : nouveau seuil de la CSRD
[12]

0,6
Facteur p proposé par le Parlement pour la titrisation senior non STS
[13]

54–45
Vote du Sénat confirmant Kevin Warsh
[6]

5,6 %
Croissance du Maroc prévue pour 2026 par Bank Al-Maghrib
[18]

LES SUITES

Et *ensuite* ?

ÉCHÉANCE	TEXTE	CE QUI S'EST PASSÉ OU EST PRÉVU
1er juil. 2026	MiCA	Fin de la période transitoire[15]
9 juil. 2026	Euro numérique	Le Parlement ouvre les négociations (416 voix pour)[16]
17 juil. 2026	Compétitivité bancaire	Rapport de la Commission ; propositions législatives attendues au 1er trimestre 2027[21]
Fin sept. 2026	AMLA	Liste provisoire des entités éligibles attendue[17]
2 déc. 2026	AI Act	Marquage des contenus, interdiction des applications de « nudification »[7]
1er janv. 2027	FRTB	Date d'application[10]
19 mars 2027	CSRD	Transposition des modifications[11]
11 oct. 2027	T+1 dans l'UE	Bascule prévue[22]
2 déc. 2027	AI Act · haut risque	Annexe III[7]

CE QUE CE SEMESTRE A MIS EN MOUVEMENT

Le premier semestre 2026 met fin à deux certitudes de 2025 : que les taux continueraient de baisser, et que les grands textes européens seraient appliqués aux dates prévues. Le second semestre s'ouvre sur un rapport de la Commission qui fait de la compétitivité un objectif réglementaire à part entière[21].

> *Après sept ans de construction réglementaire, l'Europe entre dans une phase de réglage : moins de textes nouveaux, plus de calendriers mouvants.*

TROIS LEÇONS POUR LES PROJETS D'AUJOURD'HUI

Ne pas confondre report et abandon. L'AI Act, le FRTB et la CSDDD restent des obligations, à des dates différentes.

Mettre les scénarios à jour. Énergie et taux ont changé de sens en un semestre.

Suivre Washington. Les choix américains sur Bâle III pèsent désormais sur le calendrier européen.

REPÈRES

Glossaire

Détroit d'Ormuz	Passage maritime entre le golfe Persique et le golfe d'Oman.
Brent	Pétrole de référence de la mer du Nord, servant d'indice mondial.
Facilité de dépôt	Taux auquel la BCE rémunère les dépôts des banques.
Omnibus numérique IA	Texte modifiant l'AI Act pour en simplifier et décaler certaines obligations.
Annexe III	Liste des usages d'IA à haut risque de l'AI Act, dont le scoring de crédit.
Catégories I à IV	Classement américain des banques selon leur taille et leur complexité.
Surcharge G-SIB	Exigence de capital supplémentaire des banques d'importance systémique mondiale.
FRTB	Cadre Bâle III des exigences en capital pour le risque de marché.
Facteur p	Paramètre qui détermine la charge en capital d'une position de titrisation.
STS	Titrisation simple, transparente et standardisée.
Période transitoire MiCA	Délai pendant lequel les prestataires existants pouvaient opérer sans agrément MiCA.
IRRBB	Risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire.
Directive 2026/470	Directive Omnibus I modifiant la CSRD et la CSDDD.

RÉFÉRENCES

Sources et *références*

1. Oil prices surge to near 20-month highs as Iran conflict widens disruptions through Strait of Hormuz — IndraStra, 5 mars 2026 https://www.indrastra.com/2026/03/oil-prices-surge-to-near-20-month-highs.html
2. Brent crude oil price spikes amid Iran-US-Israel war — Gulf News, 9 mars 2026 https://gulfnews.com/business/energy/brent-crude-oil-price-spikes-to-1071-amid-iran-us-israel-war-1.500467933
3. ECB raises rates by 25 basis points in June — Banco de España, 11 juin 2026 https://www.bde.es/wbe/en/noticias-eventos/actualidad-bce/decisiones-politica-monetaria/bce-tipos-junio26.html
4. Euro Area: the ECB hikes for the first time in nearly three years in June — FocusEconomics, juin 2026 https://www.focus-economics.com/countries/euro-area/news/monetary-policy/euro-area-central-bank-meeting-11-06-2026-the-ecb-hikes-for-the-first-time-in-nearly-three-years-in-june/
5. ECB keeps interest rates unchanged in December — Banco de España, 18 décembre 2025 https://www.bde.es/wbe/en/inicio/noticias/el-bce-mantiene-sin-cambios-los-tipos-de-interes-en-diciembre.html
6. Senate confirms Warsh as next Fed chairman — Texas Bankers Association, 13 mai 2026 https://www.texasbankers.com/senate-confirms-warsh-as-next-fed-chairman/
7. The EU Digital Omnibus on AI: what the political deal means — Taylor Wessing, mai 2026 https://taylorwessing.com/en/insights-and-events/insights/2026/05/the-eu-digital-omnibus-on-ai-what-the-political-deal-means
8. Basel III Endgame, Take Two: 8 key takeaways from the federal banking agencies' capital re-proposals — Freshfields, mars 2026 https://www.freshfields.com/en/our-thinking/blogs/a-fresh-take/basel-iii-endgame-take-two-8-key-takeaways-from-the-federal-banking-agencies-c-102mnm3
9. FRTB implementation in the EU: the Commission buys itself time — Deloitte https://www.deloitte.com/uk/en/blogs/ecrs/frtb-implementation-in-the-eu-the-commission-buys-itself-time
10. Commission Delegated Regulation postponing application of FRTB — Regulation Tomorrow, septembre 2025 https://www.regulationtomorrow.com/2025/09/commission-delegated-regulation-postponing-application-of-frtb/
11. Omnibus I update: CSRD and CSDDD amendment directive published in the Official Journal — Herbert Smith Freehills Kramer, février 2026 https://www.hsfkramer.com/notes/esg/2026-posts/omnibus-i-update-csrd-and-csddd-amendment-directive-published-in-the-official-journal

12. Europe strikes a deal: provisional agreement on the Omnibus I directive — Herbert Smith Freehills Kramer, décembre 2025 https://www.hsfkramer.com/notes/esg/2025-posts/europe-strikes-a-deal-provisional-agreement-on-the-omnibus-i-directive
13. European Parliament finalises Securitisation Regulation and Capital Requirements Regulation — Orrick, mai 2026 https://www.orrick.com/en/Insights/2026/05/European-Parliament-Finalises-Securitisation-Regulation-and-Capital-Requirements-Regulation
14. The Market Integration Package: deepening EU capital market integration — Matheson, 2026 https://www.matheson.com/insights/the-market-integration-package-deepening-eu-capital-market-integration/
15. MiCA: end of the transitional period on 1 July 2026 — Elvinger Hoss Prussen, 2026 https://elvingerhoss.lu/insights/publications/mica-end-transitional-period-1-july-2026
16. European Parliament votes to open negotiations on the digital euro — The Sofia Globe, 9 juillet 2026 https://sofiaglobe.com/?p=128198
17. AML/CTF Playbook — EU edition 2: the EU Anti-Money Laundering Authority — A&O Shearman, 2026 https://www.aoshearman.com/en/insights/amlctf-playbook-eu-edition-2-the-eu-antimoney-laundering-authority
18. Bank Al-Maghrib : le taux directeur maintenu à 2,25 % — TelQuel, 17 mars 2026 https://telquel.ma/instant-t/2026/03/17/bank-al-maghrib-le-taux-directeur-maintenu-a-225_1979212/
19. Maroc : Bank Al-Maghrib maintient le cap face aux tensions extérieures — Financial Afrik, 24 juin 2026 https://www.financialafrik.com/2026/06/24/maroc-bank-al-maghrib-maintient-le-cap-face-aux-tensions-exterieures/
20. Cryptomonnaie : le gouvernement accélère la régulation pour contrer le blanchiment et encadrer le marché — Hespress, 18 avril 2026 https://fr.hespress.com/470286-470286.html
21. The European Commission's report on banking competitiveness: charting a course for regulatory reform — PwC Legal, juillet 2026 https://legal.pwc.de/en/news/articles/the-european-commissions-report-on-banking-competitiveness-charting-a-course-for-regulatory-reform
22. Regulation to shorten settlement cycle to T+1 published in OJ — A&O Shearman, octobre 2025 https://finreg.aoshearman.com/regulation-to-shorten-settlement-cycle-to-t1-publ

Les Cahiers Kizuna sont publiés à titre d'information générale par Kizuna Global Consulting. Ils ne constituent ni un conseil juridique ni un conseil en investissement. Les textes officiels font foi. Photographies : banques d'images libres de droits (Pexels). © 2026 Kizuna Global Consulting.

DANS CE NUMÉRO

Mars 2026 : le détroit d'Ormuz se ferme en partie et le Brent atteint 109 dollars. Mai : l'Europe reporte les obligations à haut risque de l'AI Act, Washington allège Bâle III. Juin : la BCE relève ses taux pour la première fois depuis 2023. Le semestre où les calendriers ont glissé et où les hypothèses ont cédé.

Pourquoi la BCE a-t-elle remonté ses taux en juin 2026 ?

Que faire des dix-huit mois gagnés sur l'AI Act ?

Bâle III allégé à Washington : quelles conséquences pour le FRTB européen ?

Comment le Maroc concilie-t-il croissance forte et environnement dégradé ?

Les Cahiers Kizuna sont la revue semestrielle de Kizuna Global Consulting, cabinet de conseil en maîtrise d'ouvrage, banque, assurance, marchés de capitaux et réglementation financière — Paris · Luxembourg · Agadir · Casablanca.

Chaque numéro réunit le bilan d'un semestre, nos analyses et les échéances à préparer.

kizunagc.com/cahiers · contact@kizunagc.com